

Pour s'exprimer dans notre langue

Consultation sur l'insécurité linguistique et la jeunesse franco-ontarienne
Rapport final

Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO), novembre 2014

SOMMAIRE

Le Conseil de représentation de la FESFO a voulu aborder la thématique de la sécurité et de l'insécurité linguistiques afin d'engager un dialogue avec sa membricité. Des consultations régionales ont été tenues en novembre 2014 et près de 300 jeunes ont été consulté.e.s. Des pistes d'action afin d'atteindre la sécurité linguistique des élèves en milieu scolaire de langue française ont ainsi été recueillies.



613.260.8055 //
1.877.260.8055 //
fesfo.ca //

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	2
Mise en contexte	2
Pourquoi cette thématique ?	2
Qu'est-ce que la sécurité linguistique, l'insécurité linguistique et l'intimidation linguistique ?	2
Définitions	3
Méthodologie	5
Recension des écrits	6
Autres écrits consultés	8
Présentation des résultats de la consultation	10
Résultats pour la région du Nord	10
Résultats pour les régions de l'Est et d'Ottawa	11
Résultats pour la région du Centre	13
Résultats pour les régions du Grand-Toronto et du Sud	14
Conclusion et recommandations	16
Recommandations	16
Conclusion	16



INTRODUCTION

Mise en contexte

La Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) est l’organisme porte-parole de la jeunesse franco-ontarienne depuis près de 40 ans. La FESFO représente les 25 000 élèves fréquentant l’une des 97 écoles secondaires de langue française de l’Ontario. Chaque année, lors de ses événements, la FESFO consulte ses membres concernant des enjeux de l’heure. En novembre 2014, à l’occasion des Forums : *ta région, ton impact !*, près de 300 jeunes ont été consulté.e.s sur la question de la sécurité et de l’insécurité linguistiques qu’ils et elles vivent en tant que francophones en milieu minoritaire. Ayant une membricité diversifiée s’étalant sur un large territoire, la FESFO a la chance de consulter une panoplie de jeunes ayant des expériences multiples. Ce rapport dresse donc un portrait des différentes tendances, problématiques et pistes de solution discutées par la jeunesse franco-ontarienne dans les différentes régions de la province afin de vivre une sécurité linguistique.

Pourquoi cette thématique ?

Comme la membricité de la FESFO est diverse, elle rassemble des jeunes d’un peu partout qui parlent différents dialectes, ont divers accents et emploient des expressions distinctes. Il est important de cultiver cette touche unique qu’apportent les différences régionales à la notre langue. Étant en situation minoritaire, la vitalité du français en Ontario est toujours à risque et l’insécurité linguistique est un enjeu important à adresser. Afin de remplir le mandat de la FESFO, il est important que nos membres se sentent à l’aise de s’exprimer en français, après tout, c’est ce qui nous rassemble ! Cette consultation a permis à la FESFO d’engager un dialogue sur la question et de développer des pistes d’actions pour assurer la sécurité linguistique des jeunes franco-ontariens.

Qu’est-ce que la sécurité linguistique, l’insécurité linguistique et l’intimidation linguistique ?

Pour aider les participantes à mieux comprendre les notions de sécurité, d’insécurité et d’intimidation linguistiques lors des consultations, la langue standard a été définie comme étant :

- La langue qu’on enseigne à l’école.
- La langue de la classe dominante.
- La langue des autres communautés où l’on parle un français « pur ».
- La langue écrite (dictionnaires, grammaire, etc.).
- Selon les linguistes, la langue standard est un idéal non-atteignable à l’oral.

C’est ainsi que les gens peuvent vivre une insécurité linguistique. L’insécurité linguistique est définie comme suit :

- L’insécurité linguistique est la réalisation, par un individu, que la façon dont il ou elle parle diffère de la langue qu’il ou elle reconnaît comme étant la langue standard.



- Une personne qui vit de l’insécurité linguistique a donc une perception négative de son parlé.

Cette définition de la langue standard et de l’insécurité linguistique nous aide à mieux comprendre d’où peut provenir l’intimidation linguistique, qui est définie comme étant :

- Un geste, une intervention ou un commentaire qui menace, blesse, humilie ou frustre quelqu’un d’autre par rapport à sa langue ou sa façon de parler.
- L’intimidation linguistique peut être présente dans tous les milieux : dans les corridors, en classe, sur le terrain de jeu, dans la rue, au centre commercial et à la maison.

Finalement, Louis-Jean Calvet – un linguiste qui a beaucoup écrit sur la question – définit la sécurité linguistique « lorsque, pour des raisons sociales variées, les locuteurs ne se sentent pas mis en question dans leur façon de parler¹ ».

Définitions

Puisque l’(in)sécurité linguistique résulte de la comparaison entre la forme linguistique que l’on parle et le statut linguistique qu’on accorde à cette façon de parler, voici quatre cas relevés :

Insécurité formelle et statutaire² : les locuteurs pensent mal parler et considèrent ce qu’ils parlent comme n’étant pas une langue (patois). Par ailleurs coexistent deux formes légitimes : l’une est liée à la langue de référence du locuteur et l’autre liée à la langue dominante.

Sécurité formelle et insécurité statutaire³ : les locuteurs pensent bien parler une forme statutairement non légitime.

Insécurité formelle et sécurité statutaire⁴ : les locuteurs d’une langue légitime considèrent qu’ils en parlent une forme non légitime.

Sécurité statutaire et formelle⁵ : les locuteurs sont convaincus de bien parler une langue dont le statut est incontesté.

Voici d’autres termes utilisés tout au long du rapport :

¹ CALVET, L., 2002, « Le sociolinguiste », *Que sais-je ?*, Presses Universitaires de France

² BULOT, T., 2011, « Variations et normes d’une langue », dans BULOT, T., BLANCHET, P., 2011, *Dynamiques de la langue française au 21^{ème} siècle : une introduction à la sociolinguistique*

³ ibid.

⁴ ibid.

⁵ ibid.



Conseil des élèves : Ce terme englobe les différentes appellations utilisées dans diverses écoles. Ces appellations incluent : conseil étudiant, parlement des élèves, gouvernement estudiantin, etc.

Élève : Terme utilisé pour désigner une personne fréquentant une école secondaire de langue française en Ontario.

Jeune : Terme utilisé pour désigner une personne de 13 à 19 ans.

Langue vernaculaire : Désigne la langue parlée à l’intérieur d’une communauté linguistique donnée.

Participant.e : Les participant.e.s sont les membres de la FESFO présent.e.s aux consultations de novembre 2014.

Région du Centre : La région du Centre, telle que définie par la FESFO, inclut les villes de Mattawa, Sudbury et Sault-Ste-Marie.

Région de l’Est : La région de l’Est, telle que définie par la FESFO, inclut les villes de Brockville, Embrun, Hawkesbury, Kingston et Rockland.

Région du Grand-Toronto : La région du Grand-Toronto, telle que définie par la FESFO, inclut les villes de Penetanguishene, Toronto et Trenton.

Région du Nord : La région du Nord, telle que définie par la FESFO, inclut les villes de New Liskeard, Thunder Bay et Wawa.

Région d’Ottawa : La région d’Ottawa, telle que définie par la FESFO, inclut les villes d’Orléans, Ottawa et Pembroke.

Région du Sud : La région du Sud, telle que définie par la FESFO, inclut les villes de Hamilton, Welland et Windsor.



Méthodologie

Guidé par l’approche du « PAR et POUR », c’est le conseil de représentation jeunesse de la FESFO (composé de jeunes de partout en province) qui a choisi la thématique de la consultation lors de l’été 2014.

Après avoir développé une démarche de consultation en collaboration avec les employé.e.s de la Fédération, il a ensuite consulté ses membres présent.e.s lors des Forums : *ta région, ton impact !* ayant eu lieu au mois de novembre 2014.

Ces consultations ont rassemblé un total de 295 jeunes de partout en province. Les quatre consultations suivantes ont eu lieu :

- Forum du Nord : 9 novembre à Timmins (É.S.C. Thériault à Timmins)
- Forum Est-Ottawa : 16 novembre à Orléans (E.S.C. Béatrice-Desloges)
- Forum du Centre : 23 novembre à Sudbury (Collège-Notre-Dame)
- Forum du Sud et Grand-Toronto : 30 novembre à Pain Court (É.S. de Pain Court)

Une recension des écrits a guidé tout le travail sur le thème de la sécurité, l’insécurité et l’intimidation linguistique. Deux étudiant.e.s de l’Université d’Ottawa, en stage à la FESFO ont ensuite analysé l’information ressortie des consultations.

Le rapport « Pour s’exprimer dans notre langue » fut rédigé en collaboration avec des employé.e.s de la FESFO et ensuite révisé par le conseil de représentation jeunesse.



RECENSION DES ÉCRITS

REMYSEN, Wim. « L’insécurité linguistique des francophones ontariens et néo-brunswickois : contribution à l’étude de la francophonie canadienne », dans Simon Langlois et Jocelyn Létourneau (éd.), *Aspects de la nouvelle francophonie canadienne*, Québec, Presses de l’Université Laval, (« Culture française d’Amérique »), p. 95-116

Remysen compare les communautés francophones de l’Ontario et du Nouveau-Brunswick. Il définit l’insécurité linguistique comme suit : « cette relation ambiguë que les francophones canadiens entretiennent avec leur langue peut aboutir à un sentiment de malaise par rapport à leurs usages linguistiques, un sentiment que l’on nomme insécurité linguistique ». Remysen explique que les francophones de l’Ontario ont cette relation ambiguë avec leur langue depuis un bon moment. Il divise l’insécurité linguistique en trois différents types, soit l’insécurité statutaire : le comportement linguistique, l’insécurité identitaire et l’insécurité formelle.

Il note que « l’insécurité linguistique correspond à la conscience qu’il existe une norme exogène, que l’on associe à une région extérieure, qui serait supérieure par rapport à la variété linguistique en usage dans sa propre région ». Ainsi, « il peut y avoir une corrélation importante entre l’affirmation identitaire d’une communauté et la valorisation de sa propre variété linguistique ».

Il termine en observant que les jeunes Franco-ontarien.ne.s « maîtrisent tous les registres de l’anglais, mais leur maîtrise du français est souvent réduite au registre formel, au détriment des registres plus informels ». De plus, il attire l’attention sur « l’importance de l’école dans l’émergence d’une insécurité linguistique : privilégiant une approche prescriptive dans l’enseignement de la langue, elle accorde très peu de place aux variétés linguistiques dont se servent les élèves. En conséquence, les élèves développent une attitude négative envers leur propre façon de parler ».

LOZON, Roger. « Représentations et sentiments linguistiques des francophones du Sud-Ouest de l’Ontario et la reproduction des variétés de français » dans Paul Dubé (dir.), *Francophonies d’Amérique*, Ottawa, Presses de l’Université d’Ottawa et Centre de recherche en civilisation canadienne-française, numéro 14, automne 2002, p. 55-70

Lozon fait rapport des différentes pratiques langagières des individus, les différentes variétés de français, soit le français régional ou le français standard et finalement le sentiment que les gens ressentent face à leurs compétences linguistiques francophones. Il définit la sécurité linguistique comme « l’habilité à utiliser une variété de langue dans des buts variés, sans qu’il n’y ait de gêne ou d’inconfort par rapport à son utilisation ou à sa maîtrise. Une personne pourrait être en sécurité linguistique même si elle est consciente des emprunts qu’elle fait à une autre langue ou des erreurs syntaxiques [...] ou lexicales [...] ».



Lorsqu’il dresse le profil de la région, Lozon note que les écoles de langue française représentent un des seuls espaces sociaux où le français est utilisé comme langue principale de communication et qu’elles agissent ainsi comme « gardiennes de la langue et de la culture françaises ».

En analysant les manifestations d’insécurité linguistique dans le Sud-Ouest de l’Ontario, il note que certains locuteurs « ressentent trop d’insécurité linguistique en français pour s’exprimer dans cette langue, et ce, surtout lorsqu’ils se retrouvent dans des espaces sociaux où le français standard est de mise. Par contre, ces mêmes locuteurs peuvent manifester moins d’insécurité linguistique lorsqu’ils utilisent un français régional. Cependant [...] cette variété de français [...] est souvent perçue comme du mauvais français, comme le décrivent plusieurs jeunes de la région ».

Il conclut en remarquant que « comme plusieurs [...] ne croient pas maîtriser le français standard et éprouvent une certaine gêne à utiliser la variété de français qu’ils connaissent [...], le faible taux de conservation de la langue française dans cette région pourrait s’expliquer par les représentations et par les sentiments linguistiques des francophones par rapport aux variétés de français qui sont en circulation ».

BULOT, T., 2011, « Variations et normes d’une langue », dans BULOT, T., BLANCHET, P., 2011, *Dynamiques de la langue française au 21^{ème} siècle : une introduction à la sociolinguistique*

On y présente les grandes périodes fondatrices de la notion d’insécurité linguistique, qui a premièrement été étudiée au Canada dans les années 1960. Michel Francard (1993) la définit comme : « la prise de conscience, par les locuteurs, d’une distance entre leur idiolecte (ou leur sociolecte) et une langue qu’ils reconnaissent comme légitime parce qu’elle est elle de la classe dominante, ou celle d’autres communautés où l’on parle un français « pur », non abâtardi par les interférences avec un autre idiome, ou encore celle de locuteurs fictifs détenteurs de LA norme véhiculée par l’institution scolaire ».

Dans cet article, on dénonce le purisme en rappelant que le français écrit (souvent perçu comme la norme) varie également à travers le temps. On s’oppose aux notions de « bons usages » et « mauvais usages » du français. L’auteur explique que le terme « faute » appliqué à la langue devrait plutôt être remplacé par le terme « erreur » puisque le premier terme « ne renvoie pas à autre chose qu’à une « morale linguistique » établissant ainsi ce qui est *bien* de ce qui est *mal*. [...] dans la mesure où l’idée que la faute linguistique [...] est l’une des sources importantes de l’insécurité linguistique ».

En conclusion, il rappelle que « on ne peut pas davantage penser que la francophonie [...] ne peut s’exprimer qu’à partir d’une seule forme de référence que personne ne parle et peu de gens maîtrisent vraiment ; de ce point de vue, l’émergence de nouvelles formes [...] est l’avenir de la francophonie du 21^{ème} siècle et non pas la trace et l’annonce de sa régression ».



REMYSEN, Wim. « La variation linguistique et l'insécurité linguistique : le cas du français québécois », dans Pierre Bouchard (éd.), *La variation dans la langue standard. Actes du colloque tenu les 13 et 14 mai 2002 à l'Université Laval dans le cadre du 70e Congrès de l'ACFAS, Québec, Office québécois de la langue française, (« Langues et sociétés »)*, p. 23-36

Bien que l'étude porte sur la variété québécoise du français, plusieurs constats sont transférables. Il débute en rappelant que le français n'est pas régi par une norme unique, il y a donc lieu « de se demander quelle image de la norme l'imaginaire linguistique de ces communautés socioculturelles privilégie dans le standard de ses diverses variétés nationales et à quel point cet imaginaire est source d'insécurité linguistique ».

Après avoir interviewé plusieurs enseignant.e.s et futur.e.s enseignant.e.s, il note que « les normes qui interviennent sont des normes fictives » et que les résultats montrent que « les attitudes envers le lexique posent plus de problèmes que celles envers les aspects phonétiques ».

Lorsque les répondant.e.s furent demandé.e.s de donner des exemples de personnes qui parlent bien en général, 80 % font allusion aux gens des médias, suivis par les gens dits « plus scolarisés » (36,7 %) et les gens qui travaillent avec la langue (36,7 %).

Il conclut en citant Houdebine (1995) : « il n'est pas de langue légitime, mais [...] la société utilise cette idéalisation fantasmagorique de la langue [...] pour légitimer certains usages ».

Autres écrits consultés

Vézina, R. « La question de la norme linguistique », Octobre 2009, Conseil supérieur de la langue française

La norme est définie comme étant le bon usage du français. Cette dernière « renvoie à un modèle linguistique légitime et prestigieux sur lequel les autres pratiques tendent à se régler ». Vézina note que « le contexte social et culturel est un facteur dont il faut absolument tenir compte dans toute intervention d'aménagement linguistique ». Sinon, on risque d'accentuer le sentiment d'insécurité linguistique chez les locuteurs.

Par exemple, il est encore répandu dans l'opinion publique que le registre du français des Québécois est de mauvaise qualité. Entre autres, ceci découle du « décalage entre l'usage québécois et celui de France [...] et certains traits courants, notamment phonétiques, étaient devenus déclassants par rapport à l'usage international ».



**Larouche, Frédéric et Hinch, Chloé. « Bâtir sur le roc : prévenir l'insécurité linguistique »,
Septembre 2012, Atelier à l'ACELF**

Chloé Hinch et Frédéric Larouche sont deux étudiant.e.s à l'Université d'Ottawa qui sont également des « mentors régionaux » pour faciliter la transition d'élèves diplômés d'écoles secondaires de langue française vers l'Université d'Ottawa. Dans le cadre de leur rôle de mentor régional, Chloé et Frédéric ont constaté le problème criant de l'insécurité linguistique au sein des francophones en contexte minoritaire.

Dans l'article, on note que les causes suivantes peuvent mener à l'insécurité linguistique : l'intimidation des membres du cadre scolaire, l'estime de soi et l'accent. De là, l'insécurité linguistique peut mener à des attitudes négatives envers la langue majoritaire (par exemple, croire qu'on est moins à francophone si on écoute de la musique anglophone) ainsi qu'à une faible rétention des étudiant.e.s.

Finalement, l'étude démontre qu'il existe des moyens pour contrer l'insécurité linguistique. D'une part, on note l'importance de donner le pouvoir aux élèves puisque chacun.e a sa vision de ce qu'est la francophonie. Aussi, le personnel scolaire, plus précisément les enseignant.e.s peuvent jouer un rôle clé en ayant « un esprit ouvert au parler vernaculaire ». Ainsi, l'estime de soi des jeunes « ne peut que s'accroître en sachant que, non seulement ils parlent deux langues, mais plusieurs niveaux de deux langues ! ».



PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DE LA CONSULTATION

Cette section, divisée par région, vous présentera les réponses aux différentes questions posées lors des consultations :

1. À l’école, est-ce que vos collègues de classe et les membres du personnel parlent en français ? À quelle fréquence ? Dans quel contexte ? Qu’est-ce que tu penses de leur comportement envers la langue française ?
2. Est-ce que tu es encouragé.e de parler en français à l’école ? De quelles façons ?
3. As-tu déjà reçu une insulte/commentaire négatif ou un compliment sur ta façon de parler, ton accent ? Comment cela t’a-t-il fait sentir ?
4. Te sens-tu à l’aise de parler en français à ton école ? Avec tes ami.e.s ? Ta famille ? Pourquoi ? Y a-t-il d’autres milieux où tu te sens à l’aise ou mal à l’aise de parler français ?
5. As-tu des pistes de solution pour régler ce problème ? As-tu des bons coups à partager ? Pourquoi ?
6. Qu’est-ce que la FESFO peut faire pour contrer l’insécurité et l’intimidation linguistique ?

Résultats pour la région du Nord

Résumé des questions 1 à 4 :

- Les participant.e.s semblent parler majoritairement en français. Des réponses plus nuancées font également surface : les jeunes parlent en français dans les salles de classe, mais pas dans les corridors; on parle le « franglais »; les élèves « cool » parlent en anglais. Plusieurs relèvent également que la langue d’usage d’une personne dépend de la langue dans laquelle on s’adressera à elle.
- Les participant.e.s considèrent que les membres du personnel parlent presque exclusivement en français, sauf pour quelques exceptions. Par exemple, on va relever que les enseignant.e.s parlent parfois en anglais pour rendre les élèves confortables ou que certain.e.s enseignant.e.s ne parlent pas toujours en français.
- Les participant.e.s se sentent très encouragé.e.s de parler en français à l’école à travers différents moyens: enseignant.e.s, affiches, conseil des élèves, activités parascolaires, spectacles ou cérémonies. Ils et elles font toutefois la distinction entre « système de récompense » (encouragements positifs) et « système de punition ». Certain.e.s sont d’avis que les interventions négatives ne sont pas nécessaires, voire nuisibles.
- Les compliments qu’elles et ils reçoivent sont surtout fondés sur des jugements esthétiques envers la langue, soit la beauté ou la sonorité de l’accent. Le bilinguisme est un atout également soulevé par les jeunes francophones. Les insultes qu’ils et elles reçoivent concernent d’une part leur accent, d’autre part le fait d’être francophone en soi (notamment, de la part des Anglophones). Plusieurs relèvent qu’ils et elles se font dire que leur français est « cute », sans toutefois être capable d’identifier si c’est une



remarque positive ou négative. On remarque également une friction entre Franco-Ontarien.ne.s et Québécois.e.s, où les premier.ère.s semblent considérer que les deuxièmes ne comprennent pas leur réalité.

- En général, les participant.e.s du Nord se sentent confortables de parler en français puisque leur entourage est également francophone. Cette question est majoritairement répondue par l’affirmative, mais on retrouve souvent un « mais... ». Elles et ils trouvent particulièrement difficile de parler en français avec la famille qui juge leur accent et soulignent les fautes; avec les anglophones; puis avec le groupe populaire.

Pistes de solution émises par les participant.e.s consulté.e.s (question 5) :

- Faire la demande de services en français.
- S’afficher en tant que francophone en s’adressant aux gens en français dans leurs interactions quotidiennes.
- Faire la promotion des activités francophones de la région (activités de la FESFO, théâtre, conseil des élèves) et ce, dès l’intermédiaire. Impliquer le plus de jeunes afin qu’ils et elles développent un sentiment de fierté le plus tôt possible.
- Faire des campagnes de sensibilisation sur l’insécurité et l’intimidation linguistiques.
- Encourager la participation aux activités de la FESFO.
- Lire en français.

Les jeunes de la région du Nord suggèrent à la FESFO deux pistes principales :

1. Faire des ateliers de sensibilisation sur l’insécurité et l’intimidation linguistiques afin de réduire la gêne et amplifier la fierté.
2. Faire davantage de promotion de l’existence de la FESFO et de ses activités dans les écoles.

D’autres propositions ont également été soulevées, telles que :

- Développer des médias francophones (création d’un poste de radio FESFO).
- Créer une vidéo sur la diversité et l’insécurité linguistique.
- Créer des outils pour mieux équiper les écoles au sujet de l’insécurité et l’intimidation linguistique.

Résultats pour les régions de l’Est et d’Ottawa

Résumé des questions 1 à 4 :

- La majorité des élèves remarquent que les élèves parlent plus souvent en français dans les corridors d’école quand il y a des enseignant.e.s présent.e.s.
- Les participant.e.s font la remarque que le ou la jeune parlera une langue plus qu’une autre dépendant de quelle langue est dominante dans son milieu. Par exemple, dans les milieux de l’Est où il y a une plus grande population francophone, les jeunes parlent plus souvent en français.



- Dans la majorité des cas, les enseignant.e.s parlent en français dans les écoles. Cependant, il y a eu certaines remarques que ceci n’est pas le cas dans toutes les écoles. Certains élèves soulignent que leurs enseignant.e.s parlent entre eux et elles ou directement aux jeunes en anglais.
- Plusieurs participant.e.s dégagent qu’il s’agit plus d’une obligation de parler le français à l’école, et non d’un encouragement. Lorsqu’il est question d’encouragement, c’est plus souvent de l’encouragement négatif ou un incitatif professionnel.
- Plusieurs participant.e.s rapportent aussi que l’encouragement est mieux reçu quand il vient de leurs pairs, ou encore au moyen d’un évènement ou spectacle en français.
- La majorité des participant.e.s rapportent s’être fait dire qu’ils et elles parlent mal ou bien qu’ils et elles ont un accent qui est mauvais ou bizarre. Elles et ils notent aussi leur marginalisation par des Anglophones et disent recevoir des commentaires négatifs de la part de gens du Québec par rapport à la manière dont ils et elles parlent, ces personnes ne sont souvent pas conscient.e.s de la réalité franco-ontarienne.
- Certain.e.s disent d’avoir reçu des compliments par rapport à leur accent, notamment de la part de leurs pairs. Elles et ils se font aussi dire par des non-francophones qu’elles et ils parlent une belle langue.
- Les participant.e.s se sentent plus à l’aise à parler en français ou s’afficher comme francophone à la maison, avec leur famille, avec leurs ami.e.s et à l’école. Certain.e.s se disent toujours à l’aise de s’afficher comme tel, mais d’autres se sentent moins à l’aise, surtout quand ils et elles fréquentent des commerces ou des restaurants, lors de compétitions sportives avec des écoles/groupes anglophones, au travail. Dans certains cas, des participant.e.s soulignent être mal à l’aise dans leur milieu scolaire.

Pistes de solution émises par les participant.e.s consulté.e.s (question 5) :

- Plusieurs pensent que prendre l’initiative de parler en français avec leurs pairs est une solution très viable pour rendre leurs pairs plus à l’aise de parler en français.
- Une autre solution qui est ressortie était celle de s’afficher comme étant francophone, de faire des présentations quant à la sensibilisation de la discrimination contre les francophones et aussi d’encourager les non-francophones à apprendre le français.

Les jeunes des régions de l’Est et d’Ottawa suggèrent à la FESFO deux pistes principales :

1. Les participant.e.s suggèrent presque unanimement que la FESFO développe une tournée de sensibilisation sur la thématique de la sécurité, l’insécurité et l’intimidation linguistique à travers la province. Également, les participant.e.s ont proposé la création d’un fascicule portant sur le sujet.
2. Sous différentes formes, plusieurs participant.e.s ont demandé que la FESFO poursuive l’offre de ses activités et initiatives. Les jeunes consulté.e.s remarquent un changement chez les jeunes qui ont participé à des activités de la FESFO.



Résultats pour la région du Centre

Résumé des questions 1 à 4 :

- La majorité des participant.e.s remarquent que leurs enseignant.e.s font des efforts pour promouvoir le français, mais les élèves sont souvent reproché.e.s par leurs pairs s’ils et elles décident de parler en français dans le milieu scolaire.
- Ceci dit, plusieurs participant.e.s admettent qu’il est peu fréquent que le français soit parlé par les jeunes de leur âge.
- Plusieurs participant.e.s notent qu’il y a des retombées positives suite à une activité culturelle ou une activité de la FESFO en relation à la fierté francophone ressentie par les participant.e.s. Ils et elles sont donc plus portés à parler en français.
- Quelques participant.e.s ont aussi constaté avoir été victimes d’intimidation linguistique par leurs enseignant.e.s à l’école, sous la forme de la critique de leur niveau de langue.
- Plusieurs participant.e.s ont fait la remarque qu’ils et elles se sentent discriminé.e.s par rapport au fait qu’ils et elles sont francophones et se font souvent reproché.e.s la qualité de leur langue.
- Un certain nombre de participant.e.s se sentent valorisé quand elles et ils ont des remarques positives face à leurs accents ou leur maîtrise de la langue française.
- Les gens avec qui les jeunes se sentaient à l’aise de parler en français différaient, certain.e.s se sentaient à l’aise avec certain.e.s ami.e.s, la famille ainsi que leur communauté, tandis que d’autres se sentaient rejeté.e.s par leurs ami.e.s s’ils et elles parlaient en français, discriminé.e.s au travail ou mal à l’aise à parler en français avec leur famille.

Pistes de solution émises par les participant.e.s consulté.e.s (question 5) :

- Plusieurs ont donné l’exemple de faire des activités en français dans leur milieu afin de rendre la langue française plus accessible et amusante, tel que faire du Zumba, regarder un film ou bien mettre en scène une activité ou spectacle culturel.
- Certain.e.s ont aussi proposé que certain.e.s jeunes plus âgé.e.s puissent devenir des leaders et servir d’exemple pour les plus jeunes.

Les jeunes de la région du Centre suggèrent à la FESFO deux pistes principales :

1. Les jeunes proposent presque unanimement que la FESFO organise une tournée ou des activités de sensibilisation sur la langue française, l’insécurité linguistique et l’intimidation linguistique à travers de la province.
2. Ils et elles ont aussi suggéré que la sensibilisation soit également faite au niveau des enseignant.e.s et du personnel scolaire.



Résultats pour les régions du Sud et du Grand-Toronto

Résumé des questions 1 à 4 :

- Dans la région du Sud et du Grand-Toronto, les enseignant.e.s parlent majoritairement en français, mais quelques un.e.s d’entre elles et eux vont s’adresser aux jeunes en anglais. Selon les jeunes, cela dépend: certain.e.s enseignant.e.s vont forcer les jeunes à parler en français et d’autres se désintéressent du fait français et ne font pas d’efforts pour encourager l’usage de la langue.
- Pour ce qui est des jeunes, certain.e.s ne parlent qu’en français, d’autres ne parlent qu’en anglais ; d’autres passent d’une langue à l’autre. Les jeunes sont d’avis que la majorité des jeunes ne parlent pas souvent en français et qu’elles et ils ne font l’usage de la langue que lorsqu’elles et ils doivent le faire. Selon elles et eux, le français ferait l’objet de moqueries et serait « loser ».
- Les jeunes vont toutefois être encouragé.e.s à parler en français dans certains espaces tels que les salles de classe et les clubs étudiant.e.s. Certain.e.s enseignant.e.s vont mettre en place un système de renforcement positif sous forme de carte de valorisation où les jeunes peuvent gagner des points et ensuite remporter des prix. D’autres fonctionnent plutôt par la négative et mettent en place des punitions (*push ups*, copier le dictionnaire, exercices, etc.). Les encouragements sont surtout faits par les membres du personnel, malgré que certain.e.s jeunes encouragent parfois l’usage du français.
- Les jeunes du Sud et du Grand-Toronto ont relevé deux commentaires positifs reliés à leur français, soit l’accès au bilinguisme et l’admiration de certain.e.s Anglophones. Ils et elles parlent toutefois des effets que les compliments sur la langue ont sur elles et eux. Il est ici question d’augmentation de la fierté francophone, de développement d’un sentiment d’appartenance, d’encouragement à continuer à parler en français et du sentiment d’accomplir quelque chose.
- La friction entre Anglophones et Francophones est très marquée dans ces régions. Les jeunes sont considérés comme des « Frenchies » et reçoivent des insultes ou des moqueries des jeunes des écoles anglaises avoisinantes. Certain.e.s disent ne pas vouloir parler français en présence de Québécois.e.s puisque leur accent est tourné au ridicule. En lien avec ces insultes, on relève un sentiment d’infériorité, de colère, de tristesse et de découragement. Les jeunes observent également une diminution de la fierté francophone.
- Lorsqu’il est question de se sentir à l’aise de parler français, les jeunes soulèvent que les contextes sont très différents.
 - Dans le cadre familial, ils et elles sont majoritairement à l’aise de parler en français puisque leur famille est compréhensive de la langue. On relève toutefois quelques cas contraires où les jeunes sont mal à l’aise avec leur famille anglophone ou craintifs parce qu’ils et elles se sentent faibles.
 - À l’école, ils et elles ne se sentent pas toujours à l’aise puisqu’on juge souvent ceux et celles qui parlent en français. Certain.e.s trouvent que c’est même intimidant de parler en français puisque tout le monde utilise l’anglais. Si leurs



ami.e.s sont également francophones, elles et ils vont être à l’aise de faire l’usage du français. Si ces dernier.ère.s ne parlent pas français ou n’aiment pas parler en français, elles et ils se sentent inconfortables.

- Dans les lieux publics, les jeunes se sentent parfois mal à l’aise d’utiliser le français par peur de se faire juger. Au contraire, d’autres vont se sentir à l’aise de le faire puisque les autres ne comprennent pas ou que les gens sont impressionnés d’entendre le français.
- Les jeunes du Sud et du Grand-Toronto identifient également plusieurs lieux où ils et elles se sentent à l’aise de parler en français tels que les activités FESFO, les camp francophones (AESD, camps de leadership, activités, etc.), les fêtes culturelles, les événements sportifs, la paroisse et le travail.

Pistes de solution émises par les participant.e.s consulté.e.s (question 5) :

- Utiliser le français au niveau public.
- Encourager l’initiative de parler le français à l’école et avec son entourage.
- Lire en français.
- Avoir un système de récompense pour parler le français à l’école.
- Donner des compliments au sujet de la langue et l’accent des autres.
- S’allier à des ami.e.s francophones : des gens qui partagent le désir de parler en français.

Les jeunes des régions du Grand-Toronto et du Sud suggèrent à la FESFO quatre pistes principales :

1. Elles et ils suggèrent à l’unanimité de développer des présentations ou des ateliers de sensibilisation offerts dans les écoles. Selon elles et eux, la sensibilisation devrait être faite non seulement auprès des élèves, mais aussi auprès des enseignant.e.s.
2. Ils et elles aimeraient également que la consommation de produits culturels francophones soit plus accessible, par exemple en faisant des recommandations de films ou d’émissions de télévision en français et en mettant de la musique franco-ontarienne à leur disposition.
3. Les jeunes encouragent aussi la création d’espaces sans jugements.
4. Finalement, les jeunes suggèrent de faire plus de recrutement pour les activités de la FESFO.



CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Recommandations

Voici un résumé des pistes d’actions qui ont été soulevées par les participant.e.s consulté.e.s :

- Faire la demande des services en français.
- S’afficher en tant que francophone dans les lieux publics.
- Promouvoir les activités de la FESFO aux élèves de leur région.
- Consommer en français (produits culturels, la lecture, événements dans la communauté, etc.).
- Organiser des activités amusantes en français telles que des cours de Zumba, un spectacle culturel ou le visionnement d’un film.
- Donner des compliments aux autres concernant leur langue et accent.

Les participant.e.s consulté.e.s ont proposé les initiatives suivantes auprès de la FESFO :

- Création d’un atelier portant sur l’insécurité linguistique, suivi d’une tournée de sensibilisation à travers la province.
- Création d’une vidéo portant sur la diversité et l’insécurité linguistique.
- Création d’outils, tel qu’un fascicule afin d’équiper les écoles (les jeunes ainsi que le membre du personnel).
- Développement de médias francophones tels qu’un poste de radio « FESFO ».

Conclusion

Le Conseil de représentation de la FESFO a voulu aborder la thématique de la sécurité et de l’insécurité linguistiques afin d’engager un dialogue avec sa membriété en plus de recueillir des pistes d’actions afin de mettre fin à l’insécurité linguistique et atteindre la sécurité linguistique des élèves du milieu scolaire de langue française. Des consultations régionales se sont tenues aux quatre Forums : *ta région, ton impact !*. En tout, près de 300 participant.e.s ont été consulté.e.s.

D’après les témoignages recueillis par les participant.e.s, l’insécurité et l’intimidation linguistiques sont présentes dans plusieurs sphères de leur vie : à l’école, à la maison, lors des activités parascolaires et au sein de leur communauté. Ils et elles ont également discuté de plusieurs moments et sphères où ils et elles vivent de la sécurité linguistique.

Afin d’atteindre la sécurité linguistique de tou.te.s, ils et elles ont proposé une série de pistes d’actions comprenant notamment la création d’un atelier portant sur l’insécurité linguistique et une tournée de sensibilisation à travers la province afin de faire rayonner les accents de chaque jeune Franco-Ontarien.ne.

